

Élections départementales du 20 juin 2021 – Marseille - 3^e canton (1314)



Stéphane PERNICE
Professeur d'Histoire-Géographie

Remplaçant : Christian DE VITO
Ouvrier de maintenance



Souhila LARABI
Mère au foyer

Remplaçante : Marie-José DE HARO
Employée de Sécurité sociale
retraîtée

Des candidats, un parti ouvrier pour la rupture avec Macron et sa politique ! **Des candidats, un parti ouvrier pour une politique ouvrière de retour aux services publics !**

Depuis le début de la pandémie, à chaque étape, Macron et son gouvernement ont menti et démontré leur incompétence : absence de masques, de tests, manque de lits de réanimation et puis de vaccins en nombre suffisant pour les volontaires à la vaccination.

Un gouvernement incapable de prendre les mesures nécessaires pour protéger la population contre le virus, mais qui poursuit ses plans dévastateurs.

En pleine pandémie, alors que le manque de lits de réanimation et de personnel a contraint de reporter des centaines d'opérations dans les hôpitaux de Marseille comme dans tout le pays, le gouvernement met en place son « plan de modernisation de l'APHM » actant la fermeture de 200 lits supplémentaires !

En pleine pandémie, l'Union des caisses de la Sécurité sociale, sous tutelle du gouvernement, annonce sa volonté de vendre des immeubles de la Caisse d'assurance retraite 35 rue George, préfigurant ainsi le projet de loi de retraite unique par points, la généralisation du télétravail et la poursuite des suppressions de postes.

En pleine pandémie, le département, relai de la politique de Macron, refuse, dans les collèges, de réquisitionner les locaux nécessaires, d'installer des préfabriqués pour assurer les dédoublements de classe sans perte d'heures de cours. Pire, il n'assure

pas le remplacement des agents d'entretien absents alors que ceux-ci sont déjà en sous-effectif chronique.

Dans les Bouches-du-Rhône, comme dans tout le pays, nous, les travailleurs actifs, privés d'emploi et retraités, les jeunes, les familles, nous voulons vivre, nous voulons étudier, nous voulons être soignés, nous voulons que nos enfants soient instruits !

C'est ce que nous avons exprimé à maintes reprises avec nos syndicats, nos organisations dans d'immenses cortèges, pour le retrait de la réforme des retraites, pour le droit au logement après le drame de la rue d'Aubagne et les centaines de familles délogées, ou encore contre la loi de « sécurité globale ».

Ce sont les salariés de Carrefour en grève contre les licenciements et la précarisation de l'emploi, ceux de Derichebourg contre le harcèlement au travail, les enseignants pour les créations de postes, les AESH pour un vrai travail, un vrai statut, un vrai salaire et avec eux, les hospitaliers, les postiers, les ATSEM, les artistes, les salariés du spectacle...

Systématiquement, le gouvernement et ses valets répondent : il n'y a pas d'argent.

Mensonge ! Depuis un an, sur la base du vote unanime des députés de 343 premiers milliards le 19 mars 2020, le gouvernement a offert 560 milliards d'euros aux banques et aux actionnaires.

Les 20 et 27 juin ont lieu les élections départementales.

Notre département subit de plein fouet les politiques d'austérité mises en place par les gouvernements successifs de droite et de « gauche » et par leurs relais au niveau local.

Collèges : le droit à l'instruction publique est bafoué. Le nombre de collégiens a augmenté de 5 000 depuis 2017, sans construction de collèges. Les effectifs par classe explosent, nombre de collèges sous-dimensionnés sont dans l'incapacité d'accueillir les élèves du quartier, certains n'ont pas d'installations sportives ou sont dans un état de vétusté indigne ! C'est une politique qui sacrifie les élèves de la classe ouvrière et fait la part belle aux établissements privés.

EHPAD (maisons de retraite) : Seules 19% des places sont gérées par des établissements publics, 20,7% par des organismes à but non lucratif et 58 % par le secteur privé lucratif. Il n'y a qu'un seul EHPAD public sur Marseille ! Les vampires qui se nourrissent sur nos retraités et nos familles s'appellent ORPEA, groupe privé (233,8 millions d'euros de bénéfice net en 2019), ou le groupe Korian (136 millions d'euros de bénéfice en 2019).

MDPH (Maison Départementale des Personnes Handicapées) : pour les personnes en situation de handicap et leurs familles, c'est le parcours du combattant pour déposer un dossier et obtenir une réponse, et pour les enfants, obtenir un accompagnant (AESH) avec le nombre d'heures conforme aux propositions. Et que dire de l'obtention d'une place dans un établissement spécialisé adapté au handicap !

Aide aux particuliers : À Marseille, sur 85 structures d'aide et maintien à domicile, seules 6, une infime minorité, dépendent d'organismes publics comme les CCAS (1,4 %), 34 ont un statut associatif (45,3%) et 40 sont privées (53,3%), au détriment des droits des usagers et du statut des personnels !

Aide sociale à l'enfance : la pénurie de personnel spécialisé, d'assistantes sociales et de crèches publiques remet en cause la prise en charge et l'accueil des enfants et ouvre là aussi des opportunités à « l'économie sociale et solidaire », c'est à dire au privé.

La démocratie c'est la loi de la majorité, non la loi de la minorité de capitalistes !

Le POID combat pour un gouvernement ouvrier qui interdira les licenciements, rétablira les droits ouvriers et démocratiques et les services publics*

Avec comme mesures d'urgence dans le département :

- La construction et l'entretien des collèges avec embauche massive de personnel d'entretien sous statut.
- l'attribution d'un AESH par élève handicapé et, lorsque c'est nécessaire, une place en établissement spécialisé.
- la création de crèches publiques, d'EHPAD publics, PMI, structures publiques d'aide aux particuliers...

Pour cela, l'urgence c'est de rompre avec Macron et sa politique, de rompre avec les institutions anti-démocratiques de la V^e République et de l'Union européenne !

Rompre et réquisitionner les centaines de milliards pour les besoins de la population, pour une politique ouvrière au service de l'École, de l'hôpital public, du logement social, de la Sécurité sociale, des centres de vaccination, des services publics.

« Rupture avec Macron ! Dehors ce gouvernement ! Confiscation ! Réquisition ! »

C'est pour regrouper sur ces mots d'ordre que le POID présente ses candidats à ces élections !

Le 20 juin, votez pour Stéphane PERNICE et Souhila LARABI

Vu, les candidats

* La baisse continue des dotations budgétaires par toutes les majorités à l'Assemblée nationale a favorisé la privatisation des services. Le droit du citoyen a été remplacé par son « éligibilité », c'est-à-dire la liste d'attente. Le POID, tout comme il défend la libre administration des communes, défend le département et l'échelon de proximité que sont les cantons.

Imprimerie CCI - 33507329200021